



Prix de l'excellence économique en STMG

SESSION 2020

Durée : 4 heures

Calculatrice : interdite.

**Dès que le sujet vous est remis assurez-vous qu'il est complet.
Le sujet comporte 11 pages.**

À partir de l'ensemble documentaire fourni, vous rédigerez une note sur le thème suivant :
Le développement durable, un levier de croissance et d'emploi en France.

ANNEXES

Document 1 : Réchauffement climatique et élévation du niveau de la mer

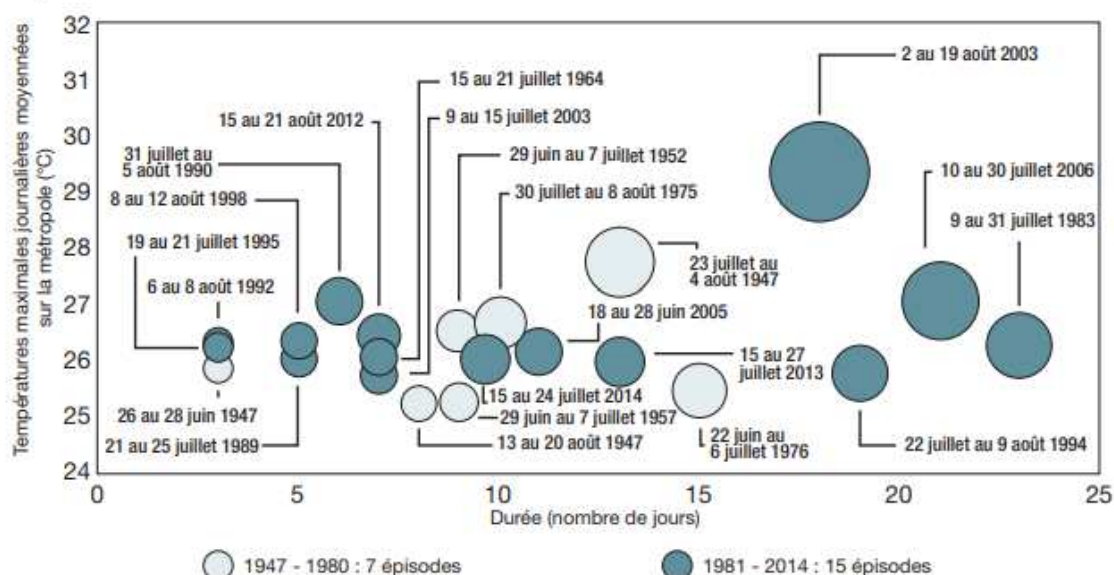
Source : GIEC, 2013.

En France et partout dans le monde, les températures augmentent, menaçant la capacité des générations présentes et futures à vivre en harmonie avec la planète. Au-delà de la hausse constante des températures depuis le XIX^{ème} siècle et surtout depuis les années 1950, il existe de plus en plus des événements climatiques extrêmes (*cf. graphique*).

L'augmentation des températures sur la planète engendre une élévation du niveau des mers (car le réchauffement de l'eau modifie la densité de celle-ci, or l'eau chaude « prend plus de place » que l'eau froide). La hausse du niveau de la mer a des conséquences multiples, mais le principal risque reste la disparition de certains territoires exposés (îles, littoral de certains pays) et donc de potentiels mouvements migratoires d'envergure.

Un événement climatique (cyclones, tempêtes, canicules, événements pluvieux intenses, etc.) est dit extrême lorsqu'il dépasse de beaucoup les niveaux de référence. L'évolution du climat modifie la fréquence, l'intensité, l'étendue, la durée et le moment d'apparition des phénomènes météorologiques et climatiques extrêmes. Il peut porter ces phénomènes à des niveaux sans précédents.

Vagues de chaleur en France - Période 1947-2014



Note : la taille des disques est proportionnelle à l'intensité des vagues de chaleur

Source : Météo-France

Document 2 : La difficile conciliation entre économie et écologie

Source : La Croix, 11 septembre 2018.

Repenser l'économie, mettre au point une régulation adaptée, favoriser l'économie circulaire, développer la sobriété. Deux experts, Corinne Lepage – avocate spécialisée dans la protection de l'environnement – et Antoine Frérot – PDG de Veolia –, débattent des moyens de rendre compatibles développement économique et respect de l'environnement.

La Croix : Trois ans après l'accord de Paris sur le climat, la situation est-elle aussi désespérée que certains l'affirment ?

Corinne Lepage : Je suis juriste, pas scientifique, mais toutes les études montrent que nous connaissons une dégradation accélérée préoccupante. C'est vrai pour le climat, mais aussi pour la biodiversité et les ressources naturelles – l'eau, l'air, les sols. En 1995, lorsque j'étais ministre de l'environnement, les prévisions pessimistes évoquaient une augmentation moyenne de 1,5 °C pour 2100. La hausse atteint déjà 1,2 °C et un scénario à plus 3 °C ou 4 °C en 2100 n'est pas à exclure si l'on ne réagit pas plus et vite.

Antoine Frérot : Je partage cette préoccupation et mesure les enjeux, mais je ne fais pas de constat désespéré. Je reste convaincu que nous avons les moyens et les solutions pour une organisation de la vie et de l'économie, au niveau mondial, compatible avec le respect de la planète.

Pourquoi est-il si difficile d'avancer sur ce sujet ?

C. L. : La COP21 a été un succès de la diplomatie française. Mais pour trouver un accord entre tous les États, on a dû faire des concessions, en particulier aux pays producteurs de pétrole. Surtout, on n'a pas réussi à imposer des engagements contraignants et sanctionnés. Du coup, l'accord n'a pas été suivi d'effets suffisants car le poids des industries fossiles demeure puissant. Ajoutons les politiques à géométrie variable de certains pays comme les États-Unis de Donald Trump, sortis de l'accord de Paris.

Malgré tout, les choses bougent. Des coalitions de villes ou de régions deviennent des acteurs très actifs de la transition énergétique sur leur territoire. Des compagnies comme EON, Engie et Total réorientent une partie de leurs activités dans les renouvelables. Dans tous les secteurs, de la finance à l'agriculture, une nouvelle économie se met en place.

A. F. : Le problème posé par les émissions de gaz à effet de serre est par définition global. Pour le régler, il faut un large consensus. C'est la première difficulté. La mise en place de solutions à long terme a aussi un coût social, économique, sociétal sur le court terme. Il faut du courage pour poser les premiers jalons d'une action dont les résultats ne se verront pas tout de suite.

Ainsi, la décision du gouvernement français d'arrêter les centrales à charbon avant la fin du quinquennat va avoir des conséquences immédiates négatives sur l'emploi et la vie économique des territoires concernés. Assumer cela, trouver des compensations, n'est pas si simple. Voilà pourquoi il est difficile d'avancer. Il faut le faire avec méthode, systématiquement, avec des progrès continus, et persévérer durant de nombreuses années.

La mutation indispensable pour stopper le réchauffement climatique est-elle compatible avec le modèle libéral fondé sur une croissance matérielle continue ?

C. L. : On constate que oui dans la pratique. Prenez l'exemple du fonds souverain norvégien, l'un des plus puissants du monde grâce à l'argent du pétrole et du gaz. Il s'inscrit pleinement dans le système capitaliste et passe pourtant pour l'un des plus vertueux par ses choix d'investissements non productivistes. On peut aussi évoquer les fondations qui permettent aux entreprises de travailler avec ce que l'on appelle une « finance patiente ».

Une chose est sûre : parler de croissance infinie est une aberration puisque les ressources de la planète sont limitées. De même, prôner la décroissance à l'échelle planétaire me paraît compliqué alors que la population mondiale ne cesse d'augmenter – de 7,5 milliards aujourd'hui à 10 milliards en 2050 – et que les pays du Sud ont des besoins colossaux.

A. F. : Il n'y a pas d'incompatibilité entre un développement économique et le respect de l'environnement. À condition d'être raisonnable et de trouver les bons compromis pour soutenir les deux objectifs.

Il y a quelques années, le monde était confronté à deux problèmes présentés comme insurmontables : les pluies acides et le trou dans la couche d'ozone. Une réglementation adaptée et des solutions techniques ont finalement permis d'y faire face.

Une régulation efficace, les progrès des connaissances, le développement technique, plus de sobriété et moins de gaspillage permettront de trouver la solution au changement climatique.

Les entreprises ont-elles suffisamment pris conscience de leurs responsabilités sociétale et environnementale ?

A. F. : Pour les entreprises, la protection de l'environnement n'est plus la cerise sur le gâteau, mais un vrai enjeu : une opportunité pour certaines, un moyen de se démarquer de la concurrence pour d'autres ou, à tout le moins, une contrainte stratégique. La plupart ont compris que, si elles n'y prennent garde, elles feront face à un risque de réputation qui peut être économiquement mortel.

C. L. : C'est vrai, beaucoup d'entreprises ont évolué. On peut citer en exemple le Mouvement des entrepreneurs de la nouvelle économie, créé en 2015, qui rassemble plus de 10 000 PME, start-up ou entrepreneurs individuels, de tous les secteurs participant à l'économie verte.

Pour les grandes entreprises, la situation dépend beaucoup de la structure et des exigences de leur actionnariat qui leur permet, ou non, de s'inscrire dans le long terme.

Certaines ont encore des comportements indécents – le pétrolier Exxon, par exemple, qui a financé pendant des années des études niant le changement climatique, ou l'agrochimiste Monsanto mis en cause dans de nombreux procès.

Mais pour nombre d'entre elles, la responsabilité sociétale des entreprises est une préoccupation croissante.

Document 3 : La surexploitation des ressources s'accélère

Source : reporterre.net

La quantité de ressources naturelles extraites dans le monde s'élève à près de 60 milliards de tonnes par an, soit 50% de plus qu'à la fin des années 1970.

La surconsommation entraîne dans les pays industrialisés une surexploitation de ressources naturelles (eau, produits agricoles, minerais, énergie...) souvent importées d'autres pays, selon un rapport publié par les Amis de la Terre.

- Le premier Forum Mondial sur les Ressources (FMR) s'est tenu à Davos, en Suisse, les 15 et 16 septembre.
- Intitulé « Overconsumption ? Our use of the world's natural resources », le rapport des Amis de la Terre a été réalisé en collaboration avec l'Institut de recherche SERI (Sustainable Europe Research Institute).

La quantité de ressources naturelles extraites dans le monde pour produire des biens et des services ne cesse d'augmenter. Elle s'élève aujourd'hui à environ 60 milliards de tonnes par an, soit 50% de plus par rapport à la fin des années 1970.

C'est en Asie qu'a lieu la plus grande part de l'extraction de ressources naturelles (44% du total), loin devant l'Amérique du Nord (20%), l'Europe (13%) et l'Amérique latine (13%).

Plus les années passent, plus le déséquilibre entre les modes de consommation des pays riches et pauvres s'intensifie. Aujourd'hui, les populations des pays riches consomment en moyenne 10 fois plus de ressources naturelles par habitant que celles des pays pauvres.

La palme du continent le plus gourmand en ressources revient à l'Océanie, où un habitant consomme en moyenne 100 kg de ressources naturelles par jour, devant l'Amérique du nord (88 kg/jour), l'Europe (43 kg/jour), l'Amérique latine (34 kg/jour), l'Asie (14 kg/jour) et l'Afrique (10 kg/jour).

Les pays industrialisés ont notamment profité de l'explosion du volume des échanges commerciaux. En 2006, il s'échangeait sur les marchés 60 fois plus de produits manufacturés et sept fois plus de produits agricoles qu'en 1950.

Des chiffres qui traduisent également la dépendance des pays les plus riches aux importations. Un Européen consomme en moyenne 43 kg de ressources naturelles par jour, mais en « produit » seulement 36 kg. Conclusion des Amis de la Terre : « Les Européens ont donc besoin de ressources importées d'autres régions du monde pour maintenir leur niveau de consommation. »

L'ONG souligne les impacts écologiques de la surconsommation (déforestation, épuisement des réserves de pétrole, destruction de la biodiversité...), mais également ses conséquences sociales, notamment la violation des droits de l'homme et les conditions de travail indignes en vigueur dans certaines régions d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie.

« Autant de symptômes de sociétés malades qui nous rappellent que le bien-être de tous se construira sur d'autres concepts que la croissance du PIB », assure Anne Bringault, directrice des Amis de la Terre. L'organisation prône une baisse de la consommation globale de ressources naturelles dans les pays riches pour « donner accès aux pays pauvres à davantage de ces ressources sans mettre en danger la planète, ni retourner à l'âge de pierre ».

Document 4 : L'industrie de la mode, deuxième pollueur au monde

Source : *huffingtonpost.fr*, 29 novembre 2015.

Chaque année, plusieurs millions de tonnes de textile sont jetées en décharge. La surconsommation de vêtements a un impact considérable sur notre planète. Matériaux utilisés, moyens de transport utilisés, gaspillage... sont autant de facteurs qui font que l'industrie textile contribue amplement à la pollution de l'environnement.

À l'occasion du début de la COP21, les créateurs de l'application MyTwist, qui permet de consommer local et de moins gaspiller ses vêtements en allant directement se servir dans le placard de ses voisins grâce à des petites annonces destinées aux femmes, rappellent quel est l'impact de l'industrie textile sur la planète.

On apprend notamment que 70% des cours d'eau en Chine sont pollués à cause de l'industrie textile. Sur son site, l'ONG Greenpeace rappelle que les substances provenant des textiles et rejetés dans l'environnement pendant la fabrication du vêtement sont bien souvent toxiques (pour notre santé également).

On découvre également que 70% de notre garde-robe ne serait pas portée... Un gaspillage très nuisible sachant que, selon une étude britannique, nous achetons environ 20 kilos de vêtements neufs chaque année et que chaque article contribue à hauteur de 20 fois son poids aux gaz à effet de serre.

Document 5 : La notion de développement durable

Source : *mtaterre.fr* (site internet éducatif de l'ADEME).

Le développement durable est la notion qui définit le besoin de transition et de changement dont a besoin notre planète et ses habitants pour vivre dans un monde plus équitable, en bonne santé et en respectant l'environnement.

Une définition exacte du **développement durable** existe, et c'est Mme Gro Harlem Brundtland, Premier ministre norvégien, qui en est à l'origine en 1987 :

« Un développement durable doit répondre à nos besoins présents, sans que cela empêche les générations du futur de répondre aux leurs ».

En d'autres termes, le développement durable est la notion qui définit la transition et le changement dont a besoin notre planète et ses habitants pour vivre dans un monde plus équitable, en bonne santé et en respectant l'environnement

Depuis la révolution industrielle, [...], nous constatons :

- l'accélération des échanges avec le reste du monde (la mondialisation) ;
- l'accroissement des inégalités entre pays riches et pays pauvres ;
- les prévisions de croissance démographiques qui visent à 9 milliards d'habitants sur la planète d'ici 2050.

Mais comment assurer demain un accès à l'alimentation et à l'eau potable, à la santé et à l'éducation pour tous ? Comment assurer la protection de la biodiversité et lutter contre le changement climatique ?

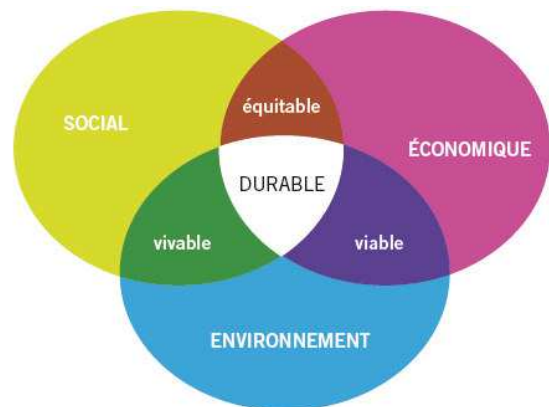
C'est pourquoi il est urgent de trouver un **nouveau modèle** : le développement durable.

- **Les trois piliers du développement durable** :

L'efficacité économique, en assurant une gestion saine et durable, sans préjudice pour l'environnement et pour l'Homme.

L'équité sociale, en satisfaisant les besoins essentiels de l'humanité (logement, alimentation, santé et éducation) tout en réduisant les inégalités entre les individus et dans le respect de leurs cultures.

La qualité environnementale, en préservant les ressources naturelles à long terme, en maintenant les grands équilibres écologiques et en limitant des impacts environnementaux.



Document 6 : D'ici 2050, le nombre de déchets va augmenter de 70 %

Source : novethic.fr, 6 janvier 2019 (site internet d'information sur les investissements en finance durable, filiale de la Caisse des dépôts).

La Banque mondiale tire la sonnette d'alarme sur notre production de déchets. Selon ses prévisions, leur volume pourrait augmenter de 70 % d'ici la moitié du siècle dans le monde. L'Asie du Sud-Est et l'Afrique subsaharienne en particulier vont être les premiers producteurs de déchets. Le monde va littéralement crouler sous ses déchets. Si aucune mesure n'est prise urgemment, le volume des déchets à l'échelle mondiale va s'accroître de 70 % d'ici 2050, prévient la Banque mondiale dans un rapport publié en septembre dernier. Nos immondices représenteront à cet horizon 3,4 milliards de tonnes contre 2 milliards en 2016. *"La mauvaise gestion des déchets nuit à la santé humaine et à l'environnement, ce qui s'ajoute au problème du climat"*, a commenté Laura Tuck, vice-présidente chargée du développement durable à la Banque mondiale. *"Malheureusement, ce sont souvent les plus pauvres de la société qui subissent l'impact d'une gestion inadéquate des déchets"*, souligne-t-elle.

L'Afrique subsaharienne, dont la population va croître fortement au cours des prochaines décennies, devrait ainsi tripler son volume d'ordures d'ici la moitié du siècle. Mais c'est en Asie que les déchets vont principalement s'accumuler, notamment en Asie du Sud où leur production va doubler entre 2016 et 2050.

Or, si les pays riches recyclent environ un tiers de leurs déchets, seuls 4 % d'entre eux sont recyclés dans les pays pauvres. Il va donc falloir investir massivement dans des solutions de gestion des déchets, dans la réduction de la consommation de plastique ou des déchets alimentaires en éduquant davantage les consommateurs, explique la Banque mondiale. Depuis 2000, l'organisation a investi plus de 4,7 milliards de dollars dans les programmes de gestion des déchets dans le monde.

Document 7 : Recul de l'emploi salarié

Source : lesechos.fr, 12 mars 2019.

Toujours bien orienté, l'emploi salarié en France a connu une année 2018 moins brillante que la précédente. Il affiche, selon les estimations définitives publiées ce matin par l'Insee, une hausse de 0,6 % avec 149.600 emplois nets créés, pour atteindre 19,46 millions de postes au total. C'est donc un net ralentissement puisque l'Hexagone a créé l'an passé deux fois moins d'emplois par rapport à 2017.

Ce ralentissement s'explique en grande partie par une croissance économique elle aussi en net retrait par rapport à 2017 : de l'ordre de 1,5 % en 2018, contre 2,3 % un an plus tôt. S'y ajoute le poids d'une politique économique moins proactive

en matière d'emplois avec notamment la baisse du taux du crédit d'impôt pour la compétitivité de l'emploi ou bien encore l'arrêt de la prime à l'embauche pour les PME mi-2017.

Document 8 : Trente ans de chômage de masse en France

Source : *lefigaro.fr*, 27 janvier 2016.

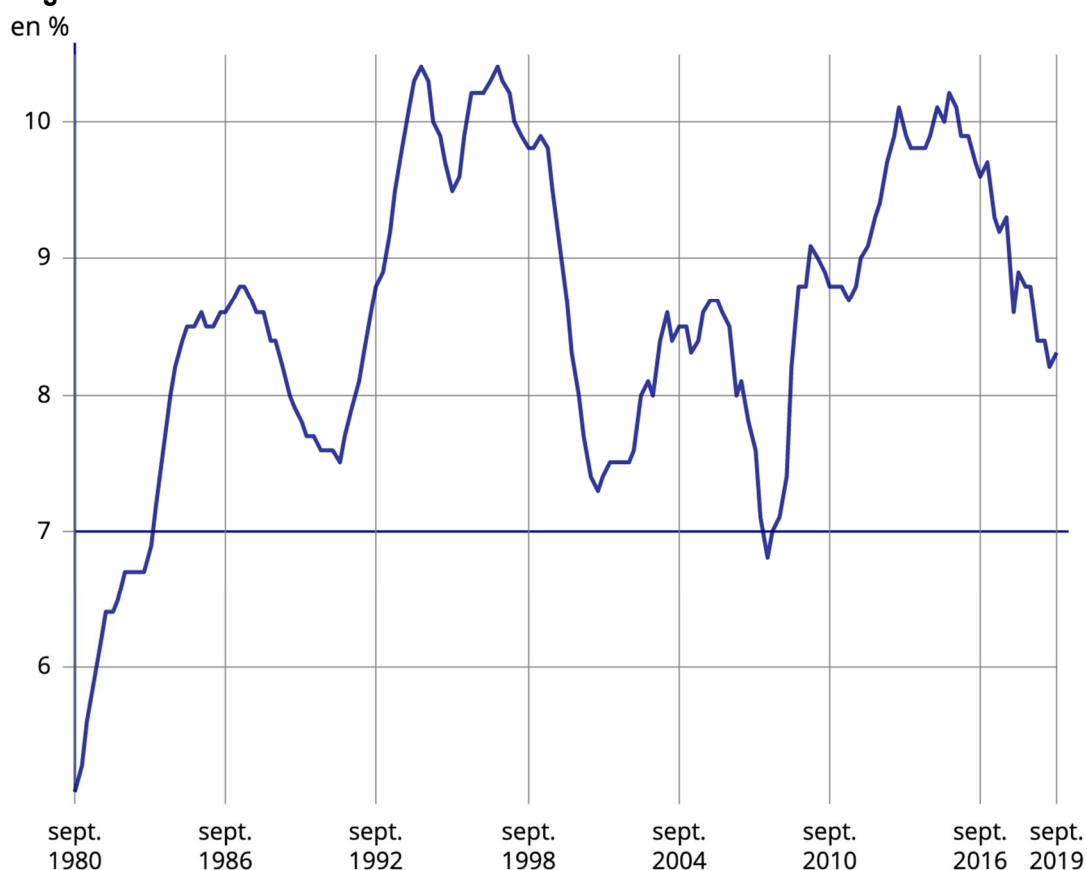
Comment croire que la France parviendra à retrouver le plein emploi quand cela fait trente ans que le chômage de masse s'est installé ? Pas une seule année depuis 1983, le taux de chômage de notre pays n'est retombé sous la barre des 7%. Sur ces 32 dernières années, 25 ont tristement affiché un taux de plus de 8%, dont 7 années à plus de 9% et 4 années à plus de 10%.

En moyenne en France, le taux de chômage de ces trois dernières décennies atteint 9%. Sur cette période, des gouvernements de gauche, de droite, parfois de coalition étaient au pouvoir. « Les gouvernements ont, depuis François Mitterrand, abandonné l'idée que leur action pourrait ramener le pays au plein emploi (...). Or ce chômage de masse est un mal qui mine à la fois la compétitivité économique et notre cohésion sociale », a déploré récemment dans nos colonnes Bertrand Martinot, spécialiste du marché du travail, interrogé sur la question de la fatalité du chômage dans notre pays.

Document 9 : Évolution du taux de chômage en France depuis 1980

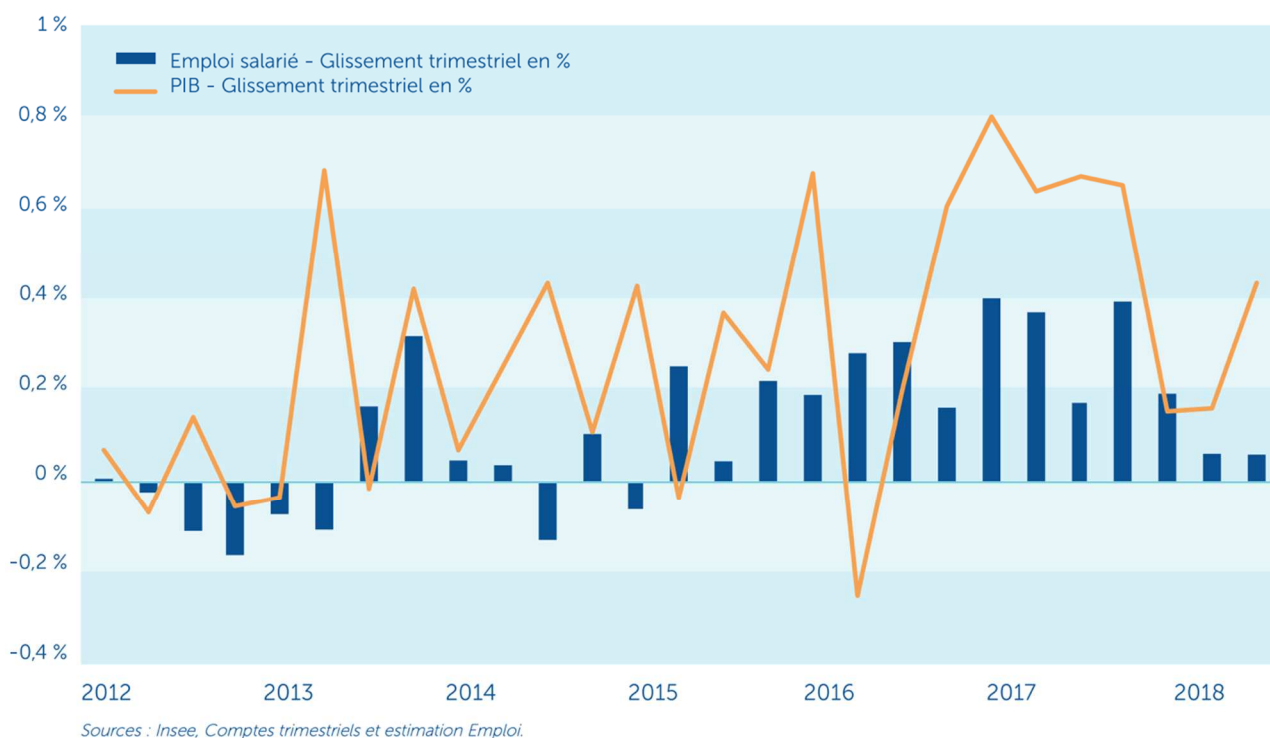
Source : *INSEE*

Taux de chômage en %



Document 10 : Évolution du PIB en volume et de l'emploi salarié en France

Source : *La situation du marché du travail au 3^{ème} trimestre 2018, Les RDV de Grenelle, Ministère du travail.*



Document 11 : Qu'est-ce que désigne l'économie verte ?

Source : *economie.gouv.fr*

L'économie verte regroupe deux types d'activités : des activités classiques réalisées avec des procédés moins polluants ou moins consommateurs d'énergie, et les éco-activités, dont la finalité est la protection de l'environnement ou la gestion des ressources naturelles.

Ces activités s'inscrivent dans un objectif de croissance verte : il s'agit de favoriser un développement durable et soutenable sur le long terme. Cette démarche engage la responsabilité sociétale des entreprises qui s'y réfèrent.

Document 12 : Les chiffres clé de l'emploi dans le secteur de l'économie verte

Source : *start.lesechos.fr*, 21 février 2019.

Quatre millions d'actifs, c'est l'estimation calculée en 2017 par l'institut statistique du ministère du Travail (DARES). "Notre message, c'est d'expliquer aux jeunes que l'économie verte et l'environnement, ce n'est pas que les métiers qui consistent à protéger la nature et le paysage, ça c'est 5% des emplois", rappelle Michel Tardit [chargé de veille au CIDJ].

Le guide du CIDJ [centre d'information et de documentation jeunesse] en distingue d'un côté les métiers verts, qui ont un impact direct sur l'environnement (entretien des espaces naturels, collecte des déchets, gestion d'une station d'épuration), et de l'autre les métiers "verdissants", sans lien direct mais qui évoluent pour intégrer des compétences environnementales (artisan du bâtiment, techniciens de logistique, ingénieurs, chercheurs, ou encore agriculteurs). Ainsi, les métiers verts représentent seulement 144.000 personnes du secteur, contre 3,8 millions d'employés pour les métiers "verdissants".

Environ 80.000 actifs de moins de 30 ans travaillent dans l'économie verte. Ils sont surtout présents dans métiers de production et de distribution d'énergie et d'eau (20%), ainsi que dans le secteur de la protection de la nature et de l'environnement (30%). Concernant les métiers "verdissants", ils travaillent en majorité dans le tourisme et l'animation (39%). Une activité souvent exercée en parallèle de leurs études. Ces jeunes sont techniciens, ingénieurs ou encore cadres de l'environnement. Et l'activité de protection de la nature et de l'environnement rassemble les professions vertes

les plus qualifiées : un tiers des effectifs ont un diplôme du supérieur, et un quart sont au niveau bac+2. On retrouve aussi des métiers qualifiés dans la production et la distribution d'énergie et d'eau. "Plus la qualification est élevée, plus l'emploi proposé est durable" affirme le guide CIDJ. D'autre part, on compte entre 10 000 et 12 000 "éco-entreprises" en France, selon le réseau d'éco-entreprises Pexe. Parmi eux, quelques grands groupes, comme Suez Environnement (8 000 recrutements par an) ou Veolia (5 000 embauches par an). Néanmoins 90 % des éco-entreprises sont des PME et ETI. Selon le dernier rapport de l'Observatoire national des emplois et métiers de l'économie verte, publié en juin 2018, près de 560 400 offres ont été déposées par des employeurs à Pôle emploi sur les métiers de l'économie verte, soit 16,5 % des offres d'emploi totales collectées par l'opérateur. L'année 2017 avait enregistré une augmentation conséquente des offres, en particulier sur les métiers "verdissants" (+33%). Parmi les filières prometteuses, citons les énergies renouvelables et l'économie circulaire. Rappelons que la loi de transition énergétique fixe l'objectif de 40% d'énergies renouvelables dans la production d'électricité d'ici à 2040. Ce qui pourrait générer 240 000 emplois en France d'ici à 2020 (Cired) et 825.000 d'ici à 2050 (Ademe), rappelle l'Observatoire. Selon l'Agence internationale des énergies renouvelables (IRENA), la France est au 3ème rang des employeurs européens du secteur. "La filière éolienne concentre le plus d'emplois, suivie par l'hydraulique, le photovoltaïque, ou encore les énergies marines", selon le guide du CIDJ. Autre source de recrutements futurs : l'économie circulaire. Le gouvernement a présenté en avril 2018 sa feuille de route pour une économie 100 % circulaire. Là aussi un potentiel de création d'emplois importants, un chiffrage de 300.000 emplois supplémentaires a été avancé par le gouvernement.

Document 13 : Augmentation de l'emploi dans les professions de l'économie verte

Source : DARES Analyses, Ministère du travail, n°006, janvier 2017.

Évolution de l'emploi dans les professions de l'économie verte

	Nombre de personnes en emploi			Évolution (en %)
	2007	2012	Évolution	
Professions vertes.....	132 000	144 000	12 000	9,1
Assainissement et traitement des déchets	49 000	51 000	2 000	4,1
Production et distribution d'énergie et d'eau	61 000	65 000	4 000	6,6
Protection de la nature et de l'environnement	22 000	28 000	6 000	27,3
Professions verdissantes	3 674 000	3 761 000	87 000	2,4
Agriculture et entretien des espaces verts	202 000	225 000	23 000	11,4
Agriculture, sylviculture.....	72 000	75 000	3 000	4,2
Entretien des espaces verts.....	130 000	150 000	20 000	15,4
Bâtiment	1 456 000	1 487 000	31 000	2,1
Conception, études.....	159 000	205 000	46 000	28,9
Conduite de travaux	143 000	143 000	0	0,0
Gros œuvre	497 000	495 000	-2 000	-0,4
Second œuvre.....	657 000	644 000	-13 000	-2,0
Transports	693 000	728 000	35 000	5,1
Conduite	499 000	516 000	17 000	3,4
Logistique	194 000	212 000	18 000	9,3
Industrie	733 000	719 000	-14 000	-1,9
Contrôle-qualité.....	179 000	164 000	-15 000	-8,4
Design industriel	85 000	99 000	14 000	16,5
Maintenance, mécanique	469 000	456 000	-13 000	-2,8
Recherche-Développement	336 000	334 000	-2 000	-0,6
Recherche en industrie	231 000	227 000	-4 000	-1,7
Recherche publique	105 000	107 000	2 000	1,9
Autres	254 000	268 000	14 000	5,5
Commerce, achats.....	103 000	111 000	8 000	7,8
Tourisme, animation	151 000	157 000	6 000	4,0
Ensemble des professions de l'économie verte	3 806 000	3 905 000	99 000	2,6
Ensemble des professions (salariés uniquement).....	23 484 000	23 669 000	185 000	0,8
Ensemble des professions	26 329 000	26 704 000	375 000	1,4

Note : les effectifs sont arrondis au millier près.

Champ : actifs occupés âgés de 15 ans ou plus résidant en France entière.

Source : Insee, recensements de la population 2007 et 2012 ; traitements Dares.

Document 14 : L'État et la fiscalité environnementale, une politique structurelle en faveur du développement durable

Source : *ecologique-solidaire.gouv.fr*, 7 février 2019.

La fiscalité écologique comprend l'ensemble des impôts, taxes et redevances dont l'assiette est constituée par un polluant ou, plus généralement, par un produit ou un service qui détériore l'environnement.

Elle s'applique ainsi aux actions générant des dommages environnementaux : réchauffement climatique, pollutions, consommation de ressources rares, déchets... En les renchérissant, elle contribue à limiter les pollutions et les atteintes à l'environnement et représente ainsi un moyen de modifier le comportement des acteurs, conformément au principe du « pollueur-payeur ».

Plusieurs taxes environnementales ont prouvé leur efficacité. En particulier, les taxes sur la consommation d'énergies fossiles ont permis de réduire leur consommation en France et en Europe, en comparaison aux États-Unis notamment. Une hausse de 10% du coût des énergies fossiles permet de réduire de 6% leur consommation à long terme, diminuant en même temps les nuisances associées : pollution atmosphérique, émissions de gaz à effet de serre...

La tarification incitative des déchets constitue un autre exemple probant. Elle vise à faire payer le service d'enlèvement des déchets en fonction du poids réel de déchets produit par chaque ménage : moins un ménage produit de déchets, moins il sera facturé. Elle a permis de réduire de 30% le volume de la poubelle grise là où elle a été mise en place (5 millions de Français couverts).

L'ensemble des taxes environnementales (au sens d'Eurostat) représentent 51 milliards d'euros en 2016 : la taxe intérieure sur la consommation de produits énergétiques constitue par exemple la cinquième recette fiscale, derrière la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les sociétés et la taxe foncière.

La fiscalité écologique permet ainsi de diminuer d'autres types de fiscalité : en taxant la pollution, on peut réduire d'autant les taxes sur le travail, l'investissement ou l'innovation. La fiscalité écologique induit dans ce cas un « double dividende » : un dividende écologique, d'une part, avec une baisse des comportements néfastes à l'environnement, et un dividende économique d'autre part, où la baisse concomitante des taxes pesant sur le travail ou sur le capital permet de relancer l'activité et de rendre le système économique globalement plus performant.

Enfin, elle constitue également dans certains cas une fiscalité de transfert, où les recettes perçues au titre d'une taxe environnementale vont être allouées au financement d'une politique publique environnementale. Tel est le cas par exemple des redevances perçues par les agences de l'eau, qui sont affectées aux politiques de gestion des ressources en eau et à l'amélioration de leur état écologique et sanitaire.

Au cours des dernières années, la fiscalité environnementale a évolué pour soutenir la transition écologique. Le gouvernement a mis en place une instance de concertation avec les parties prenantes pour accompagner ces évolutions, le comité pour l'économie verte. Deux évolutions récentes emblématiques illustrent ce soutien :

D'abord, les taxes sur les énergies fossiles intègrent depuis 2014 une composante carbone, qui permet d'établir un « prix du carbone », en complément du marché européen d'échange de quotas d'émissions de dioxyde de carbone (CO₂). Le prix du carbone constitue un puissant levier pour orienter les décisions des agents économiques vers des solutions à bas contenu en carbone et lutter contre le réchauffement climatique. Fin 2017, la trajectoire initialement prévue a été rehaussée et fixée jusqu'en 2022 : de 44,6 euros par tonne de CO₂ en 2018, elle atteindra 86,2 euros par tonne de CO₂ en 2022.

Ensuite, le gouvernement a engagé depuis 2014 une politique de convergence de la taxation entre l'essence et le gazole. En effet, les véhicules diesel génèrent davantage de problèmes de pollution de l'air que les véhicules essence, mais la fiscalité sur les carburants est dans un rapport inverse, le gazole ayant été moins taxé que l'essence. Le différentiel de taxation entre gazole et essence, qui atteignait 17 cent d'euro par litre en 2014, a été réduit à moins de 9 cent d'euro par litre en 2018 et sera totalement annulé en 2021.

Document 15 : Les entreprises peuvent agir en faveur du développement durable

Source : *vie-publique.fr*, 5 novembre 2018.

Selon une enquête de l'Insee publiée le 23 octobre 2018, les établissements industriels de plus de 20 salariés en France ont investi 1,4 milliard d'euros pour protéger l'environnement en 2016.

86% des entreprises de plus de 500 salariés ont engagé des dépenses antipollution, contre seulement 25% chez des établissements de 20 à 49 salariés.

Les investissements, qui représentent environ 80% des dépenses, soit 1,1 milliard d'euros ont enregistré un net recul de 17% en 2016. En revanche, le montant (300 millions d'euros) consacré aux études a augmenté de 5% par rapport à 2015.

Quatre secteurs dont les activités sont susceptibles d'avoir des impacts importants sur l'environnement, mobilisent 69% des dépenses engagées : l'énergie (397 millions d'euros), la chimie (219 millions), les industries agroalimentaires (206 millions), et enfin la métallurgie (133 millions). Deux secteurs, la métallurgie et l'agro-alimentaire ont diminué leurs investissements dans l'acquisition de matériels dédiés à la protection de l'environnement.

Les investissements privilégient la préservation de la qualité de l'air ou l'équilibre du climat. Ainsi, plus de 40% des investissements antipollution visent à limiter les effets de l'activité sur la qualité de l'air (288 millions) ou sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre (159 millions). Les autres dépenses portent sur les eaux usées (197 millions d'euros), les déchets (145 millions) et les sols (123 millions).

Les dépenses courantes pour protéger l'environnement ont diminué de 12%

Outre ces investissements, les dépenses courantes d'un montant de 2,9 milliards d'euros, enregistrent une baisse de 12% par rapport à 2013. Plus de la moitié de ces dépenses concernent les paiements de redevances, de cotisations et de taxes et 21% contribuent au fonctionnement des équipements dédiés à l'environnement.

Les achats de services et de frais internes consacrés au management environnemental représentent 15% des dépenses. Enfin, les 10% restants couvrent les primes d'assurance versées contre les risques de pollution, les achats de produits destinés à protéger les milieux naturels.